

**ATELIER NATIONAL DE PARTAGE ET VALIDATION DES PLANS  
D' ACTIONS PRIORITAIRES SECTORIELS (PAPs) ET DU CADRE DE  
DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT)  
AU GABON**

**Libreville, hôtel InterContinental, du 02 au 03 Août 2006**

**ALLOCUTION DE  
Mme BINTOU DJIBO  
REPRESENTANT RESIDENT DU PNUD**

**Monsieur le Ministre Délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de la Planification et de la Programmation du Développement,**

**Monsieur le Commissaire Général au Plan et au Développement,**

**Monsieur le Représentant du Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation,**

**Mesdames et Messieurs les Représentants des différents départements Ministériels et Corps Constitués de l'Etat,**

**Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique,**

**Mes chers collègues Bailleurs de fonds et partenaires au Développement,**

**Mes chers Collègues du Système des Nations Unies,**

**Chers experts et séminaristes,**

**Mesdames et Messieurs,**

**C'est pour moi aujourd'hui, un réel plaisir et un grand honneur de prendre la parole au nom de tous les partenaires ici présents, à l'occasion de cette cérémonie d'ouverture du séminaire de partage et de validation de deux instruments d'importance capitale pour la mise en œuvre du DSCRP : les plans d'action prioritaires des secteurs et le CDMT central.**

**Initié vers la fin de l'année écoulée par le Gouvernement Gabonais sous la conduite des Ministères de la Planification et de l'Economie et des Finances, cet exercice est à nos yeux, des plus importants, après bien sûr celui de la formulation volontariste du DSCRP dont il est d'ailleurs le maillon complémentaire.**

**Monsieur le Ministre Délégué,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Vous conviendrez sans nul doute avec moi, que le Gabon est entré dans le troisième millénaire avec des atouts importants, mais aussi, avec des défis à relever et qui ont noms, la relance de la croissance de son économie et la répartition optimale de son produit global en faveur surtout, des couches les plus démunies.**

**Aussi, dans un contexte socio-économique où les ressources se raréfient en face de besoins vitaux de plus en plus pressants et marqués, l'on doit se persuader qu'une gestion rationnelle et rigoureuse de celles – ci, ne peut être que bénéfique à la satisfaction de ceux – là.**

**En effet, nous sommes fondés à croire que dans pareil contexte, le Gabon aura toujours besoin de toutes ses ressources pour faire face à un défi majeur, celui de combler un "déficit social" important. Car des défaillances dans la gestion celui-ci, compte tenu d'un volume de ressources disponibles limitées, peuvent fragiliser à la fois les fondements de la croissance à moyen et long termes et la cohésion sociale.**

**Plus généralement, je rappellerai que des défaillances de ce type ont existé et continuent d'exister dans la plus part des pays en développement. En effet, l'on a souvent fait le constat que du point de vue de la gestion budgétaire, il existe d'importants écarts entre les prévisions et les dépenses réelles du gouvernement d'une part, et d'autre part entre les résultats attendus et les résultats atteints.**

**A l'analyse, ces écarts résulteraient de la combinaison de deux catégories de facteurs liés respectivement à la préparation et à l'exécution du budget.**

**Au niveau de la préparation du budget, ces facteurs sont généralement de trois ordres :**

- 1. Le processus de préparation du budget annuel se limite souvent à la simple reconduction des budgets annuels précédents ajustés par un coefficient qui ne tient compte que de l'évolution supposée ou réelle des conditions macroéconomiques et de la conjoncture économique ;**
- 2. Les budgets ne reflètent pas nécessairement les priorités du pays ou des secteurs. Plus spécifiquement, le cadre de planification et**

**de budgétisation de nombreux pays ne met pas en cohérence les objectifs sectoriels, les programmes prioritaires pour atteindre ces objectifs et les coûts des ressources nécessaires pour réaliser les activités de ces programmes. En effet, la plupart des pays utilisent encore une budgétisation par poste budgétaire et non par activité/résultat; et**

- 3. Les ressources sont souvent sur-estimées, soit en termes de ressources financières disponibles ou mobilisables, soit en termes de capacités techniques.**

**Du point de vue de l'exécution du budget, les facteurs suivants, souvent mis en évidence, doivent être à juste titre être déplorés, se sont :**

- 1. Le manque de transparence dans le processus d'arbitrage et d'exécution budgétaire.**
- 2. Les budgets de certains programmes peuvent être réduits au profit d'autres programmes sans que les ministères sectoriels concernés ne soient réellement associés au processus de décision ;**
- 3. Des retards dans la mise en œuvre des activités qui s'expliquent par des procédures de décaissement complexes et souvent dépassées ;**
- 4. Des rigidités dans les procédures budgétaires qui ne permettent pas aux ministères sectoriels de réallouer facilement des ressources entre les activités ou entre les programmes si cela se justifiait;**
- 5. Les systèmes de contrôle et d'audit budgétaire sont souvent lourds et pas toujours très performants.**

**Malheureusement, la combinaison de ces facteurs présente le plus souvent les conséquences que voici :**

- 1. Une mauvaise allocation des ressources, c'est-à-dire que les dépenses publiques ne sont pas toujours orientées vers les secteurs prioritaires ;**

- 2. Une planification technique des ministères sectoriels souvent irréaliste parce que ses derniers ignorent a priori le niveau de leurs disponibilités financières à court et moyen termes ;**
- 3. Pas d'exigence claire en matière de performance des agents techniques et des décideurs publics et peu d'imputabilité et de traçabilité dans la gestion des ressources financières.**

**Afin de surmonter cette situation, il est de plus en plus recommandé la mise en place d'outils et de mécanismes qui permettent une meilleure planification des politiques, des programmes et des projets en fonction des résultats attendus et de meilleurs instruments de suivi d'exécution. Le cadre des dépenses à moyen terme (CDMT), est à ce titre un outil qui peut contribuer à améliorer la situation de la gestion des finances publiques souvent à la limite de l'orthodoxie. Toutefois, il est important de signaler que le CDMT n'est pas d'emblée, une panacée qui peut résoudre tous les problèmes en matière de gestion des dépenses publiques.**

**Mais en tout état de cause, c'est pour moi le lieu de féliciter vivement le Gouvernement gabonais pour sa détermination au travers du présent exercice, à mettre en place un ensemble cohérent d'objectifs, de programmes et d'allocations budgétaires en définissant un cadre à moyen terme dans lequel les ministères sectoriels peuvent prendre des décisions pour la répartition et l'utilisation optimales de ses ressources financières.**

**Car comme vous le savez, la démarche CDMT/CDS-MT représente un progrès significatif dans le processus de planification opérationnelle et de budgétisation de la Stratégie Réduction de la Pauvreté. Elle propose une approche structurée et harmonisée entre secteurs dans le cadre d'une vision à moyen terme. Elle suppose aussi des changements significatifs dans le processus de planification opérationnelle, de budgétisation, et de suivi-évaluation pour évoluer vers la gestion axée sur les résultats.**

**Ainsi donc, le CDMT apparaît comme le résultat d'un ensemble d'arbitrages fait entre les disponibilités financières et les priorités sectorielles de manière à assurer une gestion efficace des dépenses publiques en fonction des priorités retenues.**

**A ce jour, plusieurs travaux sectoriels préparatoires ont été réalisés, pour doter le Gabon de cet important outil devant faciliter entre autres, l'opérationnalisation des matrices d'actions du DSCRП ainsi qu'une meilleure planification des objectifs sectoriels.**

**Au titre de ces travaux, je citerai les Plans d'actions prioritaires des secteurs qui sont pour ainsi dire, un input indispensable à la confection des cadres sectoriels de dépenses à moyen terme et partant, du CDMT central.**

**Sans vouloir anticiper sur l'objet de vos discussions de ces deux jours, je formulerai simplement le souhait que les PAP ainsi élaborés, en s'en référant aux OMD et aux orientations stratégiques du DSCRП permettront :**

- (i) d'approfondir le diagnostic des stratégies sectorielles,**
- (ii) d'affiner la définition d'objectifs clairs,**
- (iii) d'élaborer des programmes précis et opérationnels,**
- (iv) de faire un chiffrage rationnel des investissements et des autres dépenses et ;**
- (v) de définir avec précision des indicateurs mesurables:**

**Monsieur le Ministre Délégué,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Je voudrais avant de clore mon propos, féliciter vivement l'équipe des experts qui a fourni un capital efforts considérable pour proposer les drafts des documents que nous allons soumettre à examen pendant ce séminaire ; j'aimerais aussi vous souligner qu'il ne s'agit là que de l'entame d'un long processus nécessitant l'appui de tous et qui à termes, ambitionne de placer le Gabon sur l'orbite d'un nouveau mode des gestion publique.**

**Je ne finirai pas sans témoigner de toute la disponibilité des partenaires au développement à continuer à accompagner le Gouvernement Gabonais dans cet important exercice, comme d'ailleurs ce fut le cas depuis son lancement.**

**En particulier, nous continuerons à appuyer le Gabon, par diverses actions, à se doter de la masse critique d'expertise capable, au niveau central comme au niveau décentralisé, de gérer les processus ainsi initiés, pour une meilleure planification et exécution des programmes et projets du gouvernement.**

**Je souhaite plein succès à nos travaux.**

**Je vous remercie.**